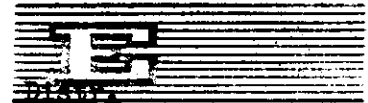




**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



LIMITÉE

E/CN.14/L.414

22 janvier 1973

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres

Deuxième réunion

Accra, 19-23 février 1973

STRATEGIE DE L'AFRIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURANT LES ANNEES 70

Projet de résolution soumis par le Comité exécutif

Document : Rapport du Comité exécutif sur sa huitième réunion (E/CN.14/583)

La Conférence des ministres,

Rappelant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Considérant la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, adoptée à Tunis en 1971,

Prenant note du rapport de la quatrième session de la Conférence des planificateurs africains,

Prenant note en outre des résolutions 1621(LI) et 1626(LI) du Conseil économique et social sur les dispositions à prendre en vue de l'examen et de l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de la deuxième Décennie du développement,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'élaborer une méthode appropriée pour l'évaluation et l'analyse des facteurs intra-africains et extra-africains qui influent sur les progrès accomplis dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. Décide de compléter la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, telle qu'elle figure dans la résolution 218(X) en y insérant les sections suivantes, touchant plus directement les transports, les communications, la science et la technique et les ressources naturelles :

## Ressources naturelles

### Minéraux

- 1) Une stratégie pour la prospection, l'exploitation et l'utilisation des ressources minérales durant les années 70 doit comporter les éléments suivants :
  - i) Adopter en matière de mise en valeur des ressources minérales une politique propre à permettre aux économies nationales de retirer tous les avantages possibles de l'exploitation et de l'utilisation des ressources minérales. En particulier, il faut stimuler énergiquement l'instauration sur le plan national de relations inter-industrielles verticales avec les industries extractives;
  - ii) Rendre les gouvernements plus aptes à négocier dans des conditions avantageuses des contrats touchant la prospection et l'exploitation des ressources minérales. Les prises des participations des Etats dans les industries extractives et pétrolières devront être progressivement augmentées. Un appui suffisant devra être fourni par les instituts de recherche et de développement nécessaires;
  - iii) Poursuivre activement les études des ressources minérales afin de parvenir à mieux connaître les ressources minérales du continent;
  - iv) Former en nombre suffisant les spécialistes nécessaires pour la prospection et l'exploitation des ressources minérales afin d'augmenter la participation directe des ressortissants africains à ces activités;
  - v) Stimuler une coopération étroite entre pays voisins en matière de législation minière et échanger des informations d'ordre géologique et technique en vue de la mise en valeur de ces ressources. Cette coopération et cet échange de renseignements sont absolument indispensables, plus particulièrement dans les cas où des gisements minéraux et des formations pétrolifères s'étendent de part et d'autre de frontières nationales.
- 2) Entre 1960 et 1969, la valeur des exportations de minéraux, non compris le pétrole, est passé de 1 milliard 126 millions de dollars à 2 milliards 257 millions de dollars. Pendant la même période, la valeur des exportations de pétrole brut et de produits dérivés du pétrole est montée à plus de 3,4 milliards de dollars. La région abonde en ressources minérales et entre pour près de 28 p. 100 dans la valeur totale de la production minérale mondiale. S'agissant de l'Afrique en voie de développement dans son ensemble, les minéraux contribuent pour plus de la moitié aux recettes totales d'exportation, la fraction correspondant au pétrole et aux produits dérivés du pétrole étant de 30 p. 100 environ, alors que les autres minéraux représentent une proportion supérieure à 20 p. 100. Les minéraux ne sont pas seulement à l'origine de recettes en devises importantes, mais ils représentent aussi, dans nombre de pays, un important élément des recettes budgétaires.

3) Il n'est guère douteux que pour ce qui concerne la quasi-totalité des minéraux la demande mondiale continuera de croître dans un avenir prévisible. Si l'on veut maintenir voire augmenter la part de l'Afrique dans les exportations mondiales de minéraux, il faut entreprendre des programmes dynamiques visant à étudier les ressources minérales et à détecter des quantités exploitables de minéraux d'intérêt industriel. Là où la découverte de gisements minéraux paraît probable, il faut mettre en place et maintenir des départements publics chargés des études géologiques et les doter du personnel et des moyens nécessaires.

4) Si les grandes compagnies minières contribuent considérablement aux recettes en devises et aux recettes budgétaires, les avantages qu'une nation retire de l'exploitation des ressources minérales peuvent dans bien des cas être accrus par le développement méthodique des industries qui fournissent certains produits aux entreprises d'exploitation minière ou qui traitent une partie ou la totalité du minerai produit. Les entreprises d'exploitation minière peuvent utiliser une proportion élevée de main-d'oeuvre par rapport aux capitaux, du moins en ce qui concerne certains minéraux, afin d'exercer une action sensible sur la situation de l'emploi. En bref, les gouvernements devront adopter en matière de mise en valeur des ressources minérales des politiques propres à permettre aux économies nationales de bénéficier d'avantages économiques maximums.

5) A quelques exceptions près, les exploitations minières industrielles de grande envergure ont été lancées en Afrique par des entreprises étrangères. Les apports massifs de capitaux nécessaires pour ces exploitations ont jusqu'à présent empêché toute évolution importante de la situation. Mais même dans les cas où de grosses exploitations minières ont été nationalisées, on a encore souvent recours aux étrangers pour la gestion de ces entreprises. L'insuffisance numérique du personnel qualifié et spécialisé dans les domaines administratif et technique doit être surmontée si l'on veut que les pays africains possèdent des industries extractives réellement nationales. Ce qui importe le plus, c'est de prendre à l'échelle continentale des mesures bien conçues en vue de la formation d'un corps hautement qualifié de techniciens et de gestionnaires spécialisés dans les différents aspects des opérations minières. Un corps de ce genre est en particulier nécessaire si l'on veut rendre les Etats plus aptes à négocier avec des investisseurs susceptibles de s'intéresser au secteur minier, à contrôler l'exécution scrupuleuse des contrats de concession et à appliquer la législation minière. En outre il faudra mettre en commun les ressources pour créer, à l'échelle sous-régionale, des centres chargés de mener des recherches dans des domaines tels que l'économie des minéraux, les techniques de préparation du minerai, etc., pour fournir un appui aux entreprises minières africaines.

6) Il faut entreprendre des études techniques et économiques approfondies en ce qui concerne la valorisation et la transformation des minéraux en Afrique. Ces études doivent se poursuivre dans trois directions :

- i) Opérations orientées uniquement vers l'exportation;
- ii) Opérations ayant pour objet la satisfaction de la demande interne ou régionale, qui, pour être viables, sont tributaires d'exportations simultanées vers des pays non africains;
- iii) Opérations tournées vers le marché intérieur, qui, eu égard à la dimension du marché, ont besoin de nouveaux concepts techniques.

### Energie

7) La stratégie touchant le secteur énergétique comprend les éléments suivants :

- i) La planification systématique de la mise en valeur des différentes ressources énergétiques en Afrique;
- ii) La coopération internationale dans l'exploitation des ressources énergétiques, y compris l'interconnexion des réseaux électriques nationaux;
- iii) La propagation de l'utilisation de l'énergie électrique dans les zones rurales;
- iv) L'étude des moyens d'utiliser efficacement les sources nouvelles d'énergie telles l'énergie solaire et l'énergie géothermique.

8) L'Afrique est dotée de très importantes ressources potentielles d'énergie hydro-électrique, dont une petite fraction seulement a été mise en valeur. En outre, le nombre de pays où du pétrole a été découvert ne cesse d'augmenter. Il faut s'attacher en particulier à établir des prévisions de la demande d'énergie électrique, qui est l'un des facteurs qu'il faut prendre en considération si l'on veut déterminer la mode de production d'énergie électrique le plus économique, en tenant compte de l'évolution escomptée du prix du pétrole et des produits pétroliers et en plus de la possibilité d'échanger de l'énergie électrique entre pays limitrophes. En raison des échanges possibles, il faut de toute évidence étudier la demande d'énergie et la production potentielle d'énergie à l'échelle sous-régionale.

9) L'alimentation en énergie électrique des régions rurales accuse un retard par rapport à l'approvisionnement des villes. Au titre des mesures à prendre pour parvenir à une transformation des communautés rurales, l'utilisation d'électricité dans les régions rurales doit être activement stimulée.

10) Les sources nouvelles d'énergie retiennent une attention de plus en plus grande. De vastes régions du continent africain reçoivent de l'énergie solaire en abondance et il convient d'examiner plus avant les aspects pratiques et économiques de la transformation de cette énergie en électricité. Ce sujet paraît se prêter à la coopération intra-africaine. Ces dernières années, il a été démontré que l'Afrique de l'Est est particulièrement riche en énergie géothermique. Les études et recherches en vue de l'exploitation de ces ressources doivent être activement poursuivies.

### Ressources hydrauliques

11) Une stratégie pour la mise en valeur plus complète des ressources hydraulique de l'Afrique au cours des années 70 devra comprendre les éléments suivants :

- i) Rassembler, exploiter et analyser de façon intensive et systématique les données hydrologiques et autres nécessaires;
- ii) Appliquer dans le domaine de l'eau, une législation et une administration modernes et créer, là où il n'en existe pas encore, un mécanisme intra-gouvernemental chargé de coordonner les activités de mise en valeur et de programmation intéressant les ressources hydrauliques.
- iii) Stimuler l'aménagement des bassins hydrographiques internationaux grâce à la coopération des Etats riverains;
- iv) Lancer des programmes plus étendus d'adduction d'eau à la fois dans les zones urbaines et dans les zones rurales.

12) Si au cours de la dernière décennie on a sans aucun doute appris à mieux connaître les ressources hydrauliques de l'Afrique, les renseignements hydrologiques qui sont recueillis dans de nombreux pays constituent encore une base insuffisante pour la mise en valeur générale des ressources en eau. Quelques rares pays ont déployé des efforts tendant à mettre au point et à faire fonctionner un réseau hydrométéorologique national fondé à la fois sur les conditions naturelles et sur le programme national de développement économique, mais dans nombre de pays il faut à présent aborder d'une manière plus systématique les rassemblements de données hydrologiques.

13) Pour que les projets d'aménagement hydraulique soient efficaces, il faut y associer un certain nombre de ministères ou d'organismes publics qui sont chargés de différentes questions touchant la politique officielle, la planification et l'exécution des projets. Dans de nombreux pays il n'existe pas de mécanisme adéquat pour les consultations que les différents organismes doivent mener dans ce domaine, ni pour la coordination de leur activité. Pour préparer, choisir et exécuter dans de meilleures conditions les projets concernant les ressources hydrauliques, il faut assigner un rang élevé de priorité à la mise en place d'un mécanisme de ce genre. De même, la législation des eaux doit être réexaminée et adaptée aux exigences résultant du développement économique et social.

14) Le continent africain compte 54 bassins hydrographiques internationaux appartenant à deux Etats ou plus. Certains d'entre eux, tels que les bassins du Niger, du Nil et du Congo sont partagés par neuf pays, alors que les bassins du lac Tchad et de la Volta, par exemple, s'étendent à une partie du territoire de cinq pays. Les pays auxquels appartiennent quelques-uns de ces bassins entreprennent ensemble des études en vue de la mise en valeur de leurs ressources, et dans certains cas, les Etats ont créé des commissions des bassins fluviaux chargés de les aider à planifier et à exécuter méthodiquement les activités d'aménagement. En ce qui concerne un certain nombre d'autres bassins, aucune coopération de ce genre en vue de la planification et de la mise en valeur ne s'est toutefois instaurée jusqu'à présent entre les gouvernements intéressés.

15) L'alimentation en eau qualitativement acceptable de nombreuses zones urbaines et de vastes régions rurales est loin d'être satisfaisante. Si tous les pays ont inscrit quelques programmes concernant l'approvisionnement en eau dans leurs plans de développement, l'accroissement annuel de la population est dans la plupart des pays plus important que l'augmentation annuelle du

nombre d'habitants qui bénéficient d'une alimentation améliorée en eau provenant de nouveaux ouvrages. Des efforts concertés fondés sur l'application de techniques bien adaptées et appropriées et sur la coopération active des populations intéressées, contribuera considérablement à atténuer la grave situation qui existe dans de nombreux pays.

#### Environnement

16) Au nombre des problèmes d'environnement auxquels il faudra s'intéresser d'urgence durant les années 70 sont :

- i) L'insuffisance de l'approvisionnement en eau destinée à l'homme, aux animaux et aux cultures;
- ii) La destruction des forêts et de la couche de végétation, qui entraîne une dégradation des sols et qui cause la transformation de zones marginales en terres désertiques;
- iii) L'endémicité de maladies transmises par l'eau et autres;
- iv) L'importation d'industries polluantes en Afrique;
- v) La concentration de populations humaines dans des agglomérations qui voient le jour à la suite de l'établissement de complexes miniers ou industriels

17) Une stratégie pour l'amélioration et la protection de l'environnement doit viser les objectifs suivants :

- i) Améliorer la gestion et l'utilisation des ressources végétales et animales dans les réserves de faune sauvage de façon à porter les recettes de devises à un niveau suffisant et, parallèlement, à conserver ce patrimoine unique pour la postérité;
- ii) Là où ces zones appartiennent à plusieurs pays, encourager la coopération multinationale dans les domaines de la législation, de la conservation, de l'échange de renseignements, des projets de recherche, des règlements de pêche, etc.;
- iii) Améliorer l'environnement rural à l'aide :
  - De l'adduction en quantités suffisantes d'eau potable pour l'homme et les animaux;
  - De la construction de logements qualitativement satisfaisants mais bon marché en utilisant des matériaux d'origine locale;
  - De l'alimentation en électricité, de la construction d'écoles et de suffisamment de centres médicaux;
  - De l'adoption de pratiques culturelles rationnelles.

iv) Trouver des solutions :

- Au surpeuplement des villes et à l'apparition de taudis à la périphérie des villes, qui en résulte;
- A la prolifération des complexes industriels et miniers qui créent de sérieux problèmes d'environnement dans un certain nombre de pays;
- A l'exportation, pour des raisons touchant l'environnement, d'industries polluantes;
- Aux principales menaces pour les exportations africaines qui peuvent surgir.

18) Pour aborder avec succès ces problèmes d'environnement, il faut mettre à jour ou adopter une législation relative à l'amélioration et à la protection de l'environnement. Quand ces mesures législatives peuvent être dans l'intérêt de plusieurs pays, tel que dans le cas du trafic de trophées de chasse, des mécanismes multinationaux doivent être mis en place.

19) Afin d'aborder les problèmes d'environnement dans une perspective d'ensemble, il faut créer des mécanismes administratifs ou commissions appropriées, chargés de coordonner l'activité des différents ministères dont le domaine de compétence comprend les problèmes d'environnement. C'est à l'aide d'un mécanisme de ce genre que les recommandations de la Conférence de Stockholm relatives aux mesures à prendre sur le plan national et international dans le domaine de l'environnement pourront être appliquées efficacement durant les années 70.

Transports

20) Les objectifs d'une stratégie rationnelle pour le développement des transports en Afrique durant les années 70 doivent être fondés sur les caractéristiques essentielles, les possibilités de développement et les obstacles qui s'y opposent tels qu'ils se dégagent de la situation existant dans ce domaine. Au nombre de ces caractéristiques sont :

- i) Le caractère fragmentaire des informations statistiques et autres sur les transports en Afrique, informations qui, souvent, sont d'une exactitude inégale et contenues dans toute une série de documents de référence;
- ii) La fragmentation politique exceptionnelle du continent avec ce qu'elle implique comme difficultés pour les transports intra-africains ainsi que pour la coordination de la politique des transports dans des régions plus étendues;
- iii) L'intégration insuffisante des réseaux nationaux de transport qui sont davantage adaptés au commerce avec les pays extérieurs qu'aux échanges intra-africains;

- iv) Une infrastructure des transports qui en est encore à un stade de développement assez rudimentaire, mais qui permet de prendre des décisions touchant la politique des transports sans qu'elles soient affectées par les contraintes plus rigoureuses qui existeraient autrement;
  - v) La configuration particulière de l'Afrique qui fait que son littoral est très court par rapport à la superficie du continent et qu'une proportion extraordinairement élevée de ses régions est sans accès direct à la mer; en fait, sur les 18 pays en voie de développement sans littoral du monde, 13 sont situés en Afrique.
- 21) La valeur des moyens de transport dépend de leur aptitude à servir, à un coût raisonnable, la société dans son développement économique et social. Par conséquent, l'élaboration des politiques et la planification en matière de transports doivent faire partie intégrante de la politique et de la planification économiques et sociales générales. A cet effet, il faut aborder les problèmes de transport dans une perspective pluridisciplinaire.
- 22) Les décisions touchant la politique des transports devront être fondées sur des renseignements exacts et complets concernant la situation et les tendances actuelles des différents modes de transport. A cet effet, il faut assurer une coordination plus efficace entre différents organismes nationaux et internationaux en matière de rassemblement, de traitement, de classement et de diffusion de renseignements sur les transports en Afrique.
- 23) De nombreux pays d'Afrique entretiennent des relations économiques plus étroites avec les pays extérieurs à la région qu'avec leurs voisins africains. Si l'on veut favoriser l'indépendance économique des pays africains, cette tendance devra être renversée, ce qui nécessitera l'intégration effective des réseaux nationaux de transport et rendre possible une coopération économique plus étroite. Jusqu'à un certain degré, la coordination et l'intégration des politiques de transport nationales ont déjà commencé au sein des groupements économiques existants. Cette évolution devra être renforcée afin qu'elle dépasse les limites des groupements existants qui, dans maints cas, tendent à refléter les réalités de l'époque antérieure à l'indépendance.
- 24) Une forte proportion des populations rurales de nombreux pays d'Afrique vit dans des conditions de subsistance que ne touchent que légèrement les avantages découlant du développement économique et social. Faute de moyens de transport, d'importantes ressources naturelles ne sont pas convenablement exploitées. L'intégration de ces ressources humaines et économiques dans l'effort de développement national nécessite l'application d'une politique déterminée en matière d'organisation des transports à l'intérieur du pays. Si l'on veut réduire au minimum les dépenses liées à la mise en place d'une infrastructure fondamentale pour les transports à l'échelon national et international, il faut considérer les différents modes de transport comme complémentaires et non comme concurrentiels. Une attention particulière doit être accordée aux problèmes qui se posent aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral en matière de transports internationaux.



25) Compte tenu de ce qui précède, une stratégie pour le développement des transports en Afrique durant les années 70 devra viser les objectifs fondamentaux suivants :

- i) Définir un réseau de transport de base pour le continent africain qui embrasse tous les modes de transport et réponde à certaines conditions minimum en matière de liaisons entre les pays africains et le monde extérieur;
- ii) Intégrer la politique et la planification des transports dans la politique et la planification générales du développement économique et social;
- iii) Coordonner les politiques et les plans nationaux intéressant les transports, plus particulièrement entre pays limitrophes, afin de réduire au minimum les dépenses liées à la mise en place d'une infrastructure efficace pour la coopération intra-africaine;
- iv) Sur le plan national, rendre accessibles des régions jusqu'à présent non développées en mettant en place un réseau de transport minimum praticable toute l'année et consistant normalement en routes et en voies de navigation intérieure.

#### Télécommunications

26) La stratégie pour le développement au cours des années 70 dans le domaine des télécommunications devra avoir pour but :

- i) La modernisation et l'expansion générales des réseaux nationaux de téléphone et de télex;
- ii) Le développement rapide des réseaux nationaux de radiodiffusion et de télévision au service de l'éducation;
- iii) La mise en place complète du réseau régional de télécommunications envisagé pour assurer les communications intra-africaines et intercontinentales;
- iv) La création d'urgence de moyens adéquats de formation à l'échelon régional ou sous-régional pour améliorer sans cesse le comportement professionnel et les connaissances techniques du personnel technique supérieur et pour assurer la formation des ingénieurs en matière de gestion et leur spécialisation dans les nombreuses techniques nouvelles et précieuses des télécommunications;
- v) La coordination efficace sur le plan régional des activités et des programmes de développement intéressant les télécommunications.

27) Les traits caractéristiques de la plupart des réseaux téléphoniques et télégraphiques sont un matériel de transmission démodé et hétéroclite, une concentration relativement excessive dans les centres urbains et un état général de sous-développement. En ce qui concerne le nombre de téléphones, l'Afrique est la région la moins avancée du globe, avec 1,2 p. 100 seulement du total mondial. Alors que l'on compte dans le monde en moyenne 7,1 téléphones par centaine d'habitants, la moyenne régionale est inférieure à 1 p. 100 personnes.

28) Dans quelques pays de la région, on paraît attacher un rang de priorité insuffisant au développement des télécommunications. Le facteur d'utilisation, c'est-à-dire le nombre de téléphones par 100 000 dollars de PIB est en moyenne de 3,0 contre un minimum de 9,0 dans les pays avancés.

29) Pour la deuxième Décennie du développement, il est suggéré que la plupart des pays de la région visent un objectif consistant à atteindre un facteur d'utilisation moyen de 3,5 en 1975 et de 6,0 en 1980, s'ils veulent faire en sorte que le développement des télécommunications donne une impulsion réelle à leurs économies. Pour atteindre ces chiffres il faudra effectuer des investissements assez importants, qui s'élèveraient le plus souvent à 1 ou 2 p. 100 du PIB.

30) Une situation analogue existe aussi dans le domaine de la radiodiffusion et de la télévision. Il faudra affecter des ressources substantielles à ces services pour en moderniser et développer les installations de production et de transmission. Il faudra aussi déployer des efforts soutenus pour augmenter le chiffre moyen d'appareils récepteurs qui est de 4,3 par centaine habitants pour la radio et de 2 par 100 habitants pour la télévision, et à cet égard il pourra être nécessaire d'entreprendre des projets multinationaux concernant la création d'usines pour le montage et la fabrication d'appareils récepteurs à bon marché.

31) Les études de pré-investissement réalisées pour le réseau panafricain de télécommunications qui porte sur 18 000 km de liaisons, sont presque achevées et le problème principal est maintenant celui du financement. Le montant total des investissements nécessaires est actuellement estimé à près de 100 millions de dollars des Etats-Unis et il faudra peut-être recourir à un mode de financement centralisé par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement afin de préserver notamment la notion de réseau unique.

32) Eu égard à la situation actuelle de l'industrie dans la région, la complexité de plus en plus grande de la science des télécommunications rend impérieuse l'organisation à l'intention des techniciens supérieurs, instructeurs et ingénieurs, de stages de formation sur les méthodes d'exploitation efficaces et les techniques spécialisées, ainsi que sur les problèmes de gestion et sur le contrôle financier. En premier lieu il faudra **entreprendre** une étude complète et détaillée pour déterminer les besoins fondamentaux de personnel dans les différents domaines de même que le nombre, le type et le lieu d'implantation des institutions qu'il pourra être nécessaire de créer. Une étude de ce genre, menée sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications, de la Commission économique pour l'Afrique, et éventuellement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, pourra aussi porter sur les moyens de mobiliser des ressources suffisantes pour tous les aspects du projet.

33) Il est nécessaire de créer un organisme régional s'occupant uniquement de tous les domaines des télécommunications, qui serait chargé de suivre toutes les phases de la mise en place du réseau pan-africain, de coordonner l'exploitation du réseau quand il aura été mis en place, d'étudier en permanence le fonctionnement des réseaux existants afin d'en augmenter l'efficacité de l'exploitation, de coordonner les programmes nationaux de développement et de s'intéresser d'une manière générale au développement des télécommunications dans la région. Cet organisme régional de coordination pourra prendre la forme d'une union - l'union africaine des télécommunications.

### Tourisme

34) Une stratégie pour le développement du tourisme au cours des années 70 devra viser les objectifs fondamentaux suivants :

- i) Augmenter la part de l'Afrique dans le volume en accroissement rapide du tourisme international, ce qui mettra un plus grand nombre de pays d'Afrique, y compris les pays les moins avancés, en mesure de tirer parti des recettes en devises et des autres avantages découlant du tourisme;
- ii) Accroître l'efficacité de l'industrie africaine du tourisme et la rentabilité de ses entreprises, ce qui rendra possible une expansion plus rapide de cette branche et accélèrera les apports de capitaux extérieurs en vue d'investissements nouveaux;
- iii) Encourager les entreprises de l'industrie du tourisme à mettre de plus en plus à profit les ressources locales et régionales, ce qui renforcera les marchés locaux et régionaux des produits agricoles et de certains articles manufacturés et permettra de réaliser des économies de devises.

35) Le tourisme est parmi les branches d'activité qui connaissent la croissance la plus rapide dans le monde et l'Afrique possède des richesses naturelles et culturelles qui exercent une grande attraction sur les touristes venant des pays industrialisés. Si durant la première Décennie du développement, le tourisme s'est considérablement développé dans quelques pays africains, divers problèmes ont retardé la croissance de cette branche dans d'autres pays qui sont, eux aussi, riches en attractions touristiques. Si l'on résout certains des principaux problèmes qui se posent en matière de transports aériens, d'infrastructure, de formation professionnelle et de propagande touristique, et que l'on élimine certains règlements administratifs gênants, le tourisme en Afrique connaîtra au cours des années 70 une croissance et une expansion accélérées dans la région entière.

36) Le désir d'obtenir vite des résultats a souvent entraîné l'élaboration précipitée de plans qui ne reposaient pas sur des études fondamentales; la conception et l'implantation des équipements nouveaux n'étaient souvent pas appropriées, les dépenses de mise au point et d'exploitation ne faisaient pas toujours l'objet d'un contrôle rigoureux et les efforts de développement n'avaient pas toujours pour contrepartie une action publicitaire dynamique sur les marchés étrangers. Dans ces cas, le volume du tourisme, les recettes en devises, le nombre d'emplois, les recettes fiscales et la rentabilité des entreprises touristiques étaient loin de correspondre aux objectifs visés. En même temps, des résultats encourageants ont été atteints dans d'autres pays. L'organisation d'un échange régulier de données d'expérience contribuera considérablement à augmenter l'efficacité et la rentabilité des entreprises de l'industrie du tourisme dans les pays africains et leur permettra de bénéficier pleinement des conditions généralement favorables pour le développement du tourisme.

37) En planifiant le développement du tourisme et en concevant les hôtels et autres équipements touristiques en Afrique, on n'est guère préoccupé, dans un certain nombre de pays, d'employer dans toute la mesure du possible des

matériaux de construction d'origine locale et du matériel fabriqué sur place, ni d'accroître au maximum l'utilisation de fournitures locales dans l'exploitation des hôtels, alors même que dans d'autres pays des résultats très satisfaisants aient été acquis dans ces domaines. En attachant une plus grande attention à différentes questions telles que la construction d'équipements touristiques et les moyens d'accueillir des touristes étrangers dont le nombre augmente rapidement, on développera la demande de produits de l'industrie locale et de denrées alimentaires obtenues sur place et on stimulera la production locale. En même temps on réduira les dépenses en devises de l'industrie du tourisme.

39) Si l'on veut atteindre les objectifs fondamentaux définis ci-dessus, les éléments suivants devront faire partie d'une stratégie générale pour l'Afrique :

- i) Etudier soigneusement les tendances et caractéristiques de la demande touristique sur les marchés étrangers, et communiquer les résultats de ces études aux pays africains;
- ii) Protéger, conserver et valoriser les attractions naturelles et culturelles auxquelles le public touristique s'intéresse;
- iii) Coopérer avec les administrations de l'aviation civile et les compagnies de transport aérien afin de concilier les intérêts financiers des compagnies avec les intérêts plus larges des pays africains soucieux de faire en sorte que les frais de voyage des visiteurs étrangers venant passer des vacances en Afrique soient peu élevés;
- iv) Organiser en commun sur les marchés étrangers la propagande touristique pour des groupes de pays africains limitrophes;
- v) Eliminer les restrictions administratives et les autres entraves à la liberté du tourisme de vacances;
- vi) Effectuer des recherches sur la rentabilité de l'industrie hôtelière et des entreprises organisant des voyages, et communiquer les résultats de ces recherches aux pays intéressés;
- vii) Organiser la formation professionnelle des cadres supérieurs de l'industrie hôtelière et de l'industrie du tourisme grâce à la coopération des pays africains à l'échelle sous-régionale;
- viii) Concilier la nécessité de créer une infrastructure touristique avec les besoins de l'agriculture et de l'industrie manufacturière afin d'élargir les débouchés de produits locaux et régionaux;
- ix) Adapter les plans de nouveaux hôtels et d'autres équipements touristiques en tenant compte de la nécessité d'accroître au maximum l'emploi de matériaux et de matériel existant sur place;
- x) Développer l'utilisation parmi les fournitures hôtelières d'articles d'origine locale et de produits des industries régionales.

Progrès scientifique et technique

39) Les principaux objectifs d'une stratégie africaine pour le progrès scientifique et technique pendant la décennie en cours sont les suivants :

- i) Appliquer des techniques améliorées dans l'industrie petite et moyenne afin de relever la qualité et la productivité;
- ii) Améliorer les dispositions relatives au transfert et à l'adaptation des connaissances et des techniques disponibles dans les pays plus avancés;
- iii) Mettre en place ou améliorer des institutions chargées de former du personnel de la catégorie des spécialistes, des techniciens et des ouvriers, afin de permettre l'application de la science et de la technique modernes au développement;
- iv) Mobiliser et orienter les efforts des scientifiques et des organismes de recherche en Afrique vers la solution des problèmes liés au développement auxquels se heurtent les entreprises africaines;
- v) Faire mieux connaître et mieux comprendre aux Etats, aux communautés scientifiques et techniques, au public général et, plus particulièrement, à la jeunesse africaine, la nécessité de la science et de la technique pour leurs pays;
- vi) Encourager la coopération intra-africaine en vue du développement des institutions et des programmes scientifiques et techniques.

40) Les objectifs à court et à moyen terme devront être définis avec précision sur le plan national et distingués, autant que possible, des objectifs à long terme. Les programmes à court terme devront porter principalement sur l'adaptation et l'application des connaissances existantes dans le but de répondre aux besoins qui se font jour dans les domaines tels que la santé, l'alimentation et l'éducation. Les programmes à long terme auront pour objectif le développement des institutions, plus spécialement de celles chargées des activités de recherche et de mise au point, ainsi que la réorientation et l'amélioration de l'enseignement scientifique et technique de base. Les pays particuliers devront retenir les projets concernant les institutions dont le fonctionnement à long terme pourra être assuré à l'aide de leurs propres ressources et prendre les dispositions voulues pour coopérer avec les pays voisins en vue de la création et de l'utilisation d'institutions plus complexes et plus coûteuses.

41) Un élément très important d'une stratégie africaine devra toucher à l'instauration d'un climat spirituel favorable à l'adoption d'innovations et à l'évolution concomitante de l'état d'esprit, de la culture locale et du mode de vie. A cet effet, il faudra déployer des efforts résolus, dans le cadre des campagnes d'éducation des adultes, pour exposer l'importance des techniques nouvelles et les possibilités qu'elles offrent. L'instauration de ce climat favorable présuppose aussi l'existence de programmes d'appui visant à faciliter le passage à de nouveaux types d'organisation et de fonctionnement des communautés.

42) Une grande importance doit être accordée à la contribution que la science et la technique peuvent apporter dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de la technologie industrielle, de la mise en valeur de ressources naturelles, du développement rural et de la création de bureaux et de laboratoires scientifiques et techniques nationaux. Les pays africains devront aborder ces problèmes et d'autres encore en suivant de près le plan régional africain du Plan d'action mondial pour la science et la technique.